

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Perspectives provinciales de Desjardins : Les provinces canadiennes font elles aussi face à une « urgence de productivité »

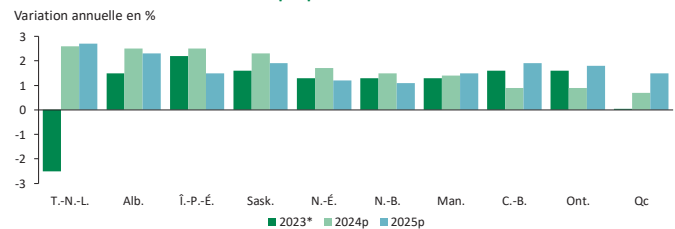
Par Marc Desormeaux, économiste principal, et Hélène Bégin, économiste principale

Sommaire

- ▶ Nous sommes toujours d'avis que les provinces productrices de pétrole bénéficient des meilleures perspectives pour les prochains trimestres au Canada (graphique 1). À l'inverse, la situation sera plus difficile pour celles dont l'économie est sensible aux taux d'intérêt, car le plein effet du resserrement de la politique monétaire déjà complété se traduira par un ralentissement de la croissance économique.
- ▶ L'augmentation des dépenses de fonctionnement et d'infrastructure prévues dans les budgets des provinces et du Canada de cette année devrait donner un modeste coup de pouce aux taux de croissance économique en 2024.
- ▶ Nous nous attendons à ce que la réduction de la population de résidents non permanents prévue par le gouvernement fédéral pèse sur les croissances nationale et provinciales en 2025 et en 2026. Notre analyse suggère que l'Ontario et la Colombie-Britannique sont les plus vulnérables à ce changement de politique.
- ▶ Toutefois, le plus grand constat mis en lumière par les dernières données sur le PIB, c'est que l'« [urgence de productivité](#) » récemment soulevée par la Banque du Canada est une crise nationale. Le PIB par habitant a chuté dans toutes les provinces l'an dernier. Ce résultat alarmant représente l'une des baisses les plus prononcées du niveau de vie de l'histoire canadienne : il n'y a qu'au plus fort de la pandémie que les dix provinces avaient toutes subi une diminution. Ainsi, bien que les taux de croissance de l'économie que nous projetons pourraient ne pas être assez faibles ou persistants pour que l'on parle de « récession », de nombreux ménages canadiens pourraient avoir l'impression d'en vivre une dans les prochains trimestres.

Graphique 1
Les provinces productrices de pétrole ont les meilleures perspectives économiques

Prévisions de croissance du PIB réel par province



* D'après les estimations préliminaires du PIB par industrie aux prix de base. p : prévisions
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

La marée monte pour tous les bateaux, mais peu de changement dans les classements de croissance provinciaux

La [force de l'économie canadienne au quatrième trimestre de 2023](#) et les signes d'un nouvel élan au début de 2024 signifient que des révisions à la hausse des taux de croissance provinciaux sont de mise. Cependant, cela ne modifie pas de façon significative le classement provincial. D'une part, les données trimestrielles sur le PIB indiquent que les économies

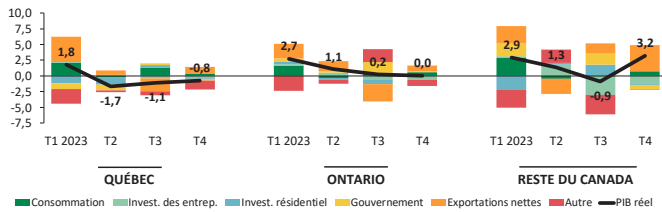
du Québec et de l'Ontario ont continué de s'affaiblir à la fin de l'année, pendant que celle du reste du Canada connaissait un rebond (graphique 2 à la page 2). Conformément à nos dernières prévisions, ce rebond semble avoir été soutenu par la reprise de la production de pétrole brut en Alberta à la suite d'une période de maintenance estivale. La réouverture du port de Vancouver après la grève y a probablement aussi contribué. Pendant ce temps, la progression de l'emploi a continué d'être considérablement inférieure aux gains de population en Ontario

Graphique 2

Les économies de l'Ontario et du Québec étaient faibles à la fin de 2023, mais la croissance a rebondi ailleurs

Contribution au PIB réel

En points de pourcentage



Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques

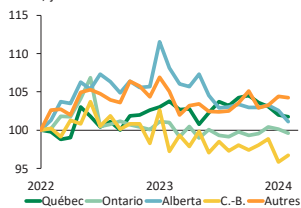
et en Colombie-Britannique au premier trimestre de 2024. Bien que ces deux provinces connaissent une croissance démographique presque record, les ventes au détail par habitant ont été les plus faibles au pays depuis le début du dernier cycle de resserrement de la Banque du Canada (BdC) (graphique 3).

Graphique 3

La croissance de la population masque la faiblesse de la consommation (surtout en Ontario et en Colombie-Britannique)

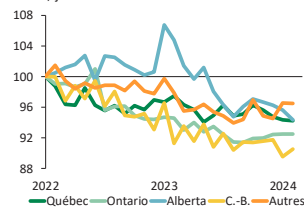
Ventes au détail nominales par habitant de plus de 15 ans

Indice, janv. 2022 = 100



Ventes au détail réelles* par habitant de plus de 15 ans

Indice, janv. 2022 = 100



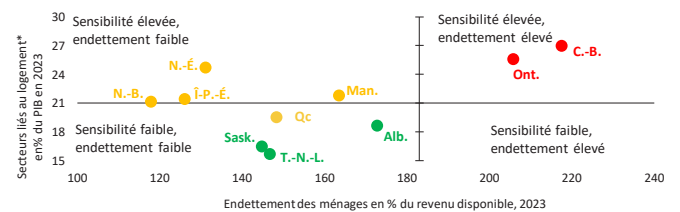
* Ajusté d'après l'indice des prix à la consommation pour les biens.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Tout cela pris en compte, nous nous attendons toujours à ce que les hausses de taux passées continuent de peser sur l'économie au cours de l'année. Les provinces canadiennes productrices de pétrole devraient alors faire meilleure figure que leurs homologues. En Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador, la production de pétrole brut continue de suivre une tendance à la hausse et devrait soutenir l'augmentation des exportations en 2024, malgré le ralentissement de l'économie américaine, qui pèsera sur les perspectives du commerce extérieur des provinces. Les producteurs de pétrole demeurent également moins sensibles aux taux d'intérêt élevés, dont les effets se font de plus en plus sentis partout au Canada. À l'inverse, les provinces de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, plus endettées et plus axées sur l'habitation, devraient continuer d'être davantage touchées par ces effets au cours des prochains trimestres (graphique 4).

Graphique 4

Les provinces productrices de pétrole demeurent les moins exposées aux taux d'intérêt élevés

Endettement des ménages et sensibilité au logement par province



* Construction résidentielle, services immobiliers et services de location et de location à bail, et services financiers.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

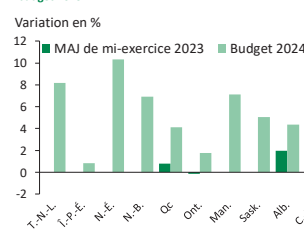
Les gouvernements ainsi que le secteur des services à rémunération élevée jouent un rôle plus significatif dans l'économie

Les dépenses publiques plus élevées dans les budgets provinciaux de cette année (graphique 5) laissent présager que les gouvernements contribueront davantage à la croissance économique en 2024 que ce qu'ils avaient laissé entendre auparavant. Cependant, les niveaux de dépenses des provinces ne devraient pas atteindre de sommets historiques, que ce soit par habitant ou en proportion du PIB, et de nombreux gouvernements prévoient des réductions des dépenses (après l'ajustement pour tenir compte de l'inflation) au cours des années à venir.

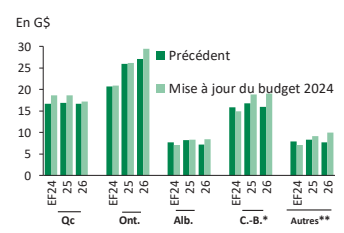
Graphique 5

Les dépenses planifiées de fonctionnement et d'infrastructure ont été augmentées

Dépenses totales pour l'EF2025 par rapport aux prévisions du budget 2023



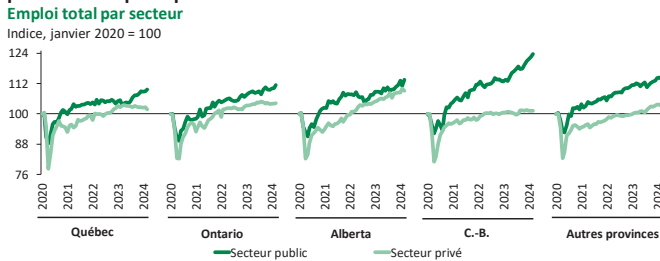
Dépenses d'infrastructure prévues



* Nous avons utilisé les données du T1 au lieu de celles de la mise à jour de mi-exercice, puisqu'il s'agissait de la dernière prévision disponible pour l'EF2025. ** T.-N.-L. et la N.-É. non inclus, car ces provinces n'ont pas fourni de prévisions pour les dernières années de l'horizon.
Documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques

Cette augmentation prévue des dépenses gouvernementales survient alors que l'on souligne amplement le fait que le secteur public a contribué de façon disproportionnée à la création d'emplois au Canada pendant la reprise post-COVID-19. En effet, cette tendance se manifeste clairement dans la plupart des provinces (graphique 6 à la page 3). On fait souvent valoir que cette situation s'explique par le faible investissement des entreprises et les résultats médiocres au chapitre de la productivité au Canada, puisque des embauches plus équilibrées pourraient raisonnablement correspondre avec une meilleure performance. C'est toujours au Québec et en Colombie-Britannique que la contribution

Graphique 6
La création d'emplois du secteur public a dépassé celle du secteur privé pendant la reprise post-COVID

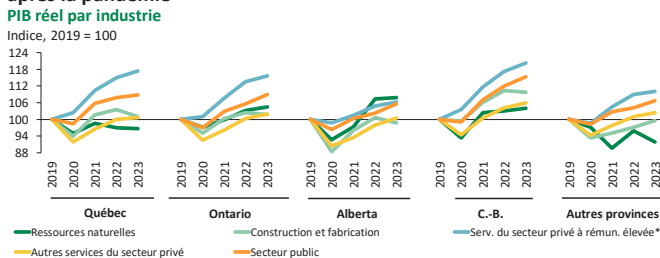


Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

économique du secteur public devrait être la plus importante, car ces provinces demeurent celles où l'augmentation attendue des dépenses risque d'être la plus élevée. Les prévisions plus modestes à ce chapitre en Ontario et en Alberta laissent entrevoir une réduction de l'empreinte du secteur public dans ces provinces.

Toutefois, la comparaison de l'ensemble du secteur privé avec le secteur public passe à côté de nuances essentielles, au niveau tant national que provincial. [Nos travaux ont montré que la croissance de la productivité de la main-d'œuvre dans les services publics a ralenti](#). Il est donc possible que les embauches gouvernementales aient participé à la piètre performance du Canada en matière de productivité. Mais nous avons aussi vu d'autres secteurs à rémunération élevée, comme les services financiers, professionnels, scientifiques et techniques, soutenir la croissance de façon importante, surtout au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique (graphique 7). L'industrie canadienne des technologies a elle aussi poursuivi son développement bien qu'à un rythme beaucoup plus lent en 2023, malgré sa sensibilité aux fluctuations des marchés financiers. En outre, le retour plus lent des activités dans des secteurs comme l'hébergement et le divertissement après les confinements de la pandémie a empêché une reprise globale plus robuste du secteur privé. Somme toute, même si les gouvernements ont sans doute contribué au fort rebond postpandémique au Canada, des facteurs sectoriels expliquent une bonne partie de la faible performance du secteur privé par rapport au secteur public.

Graphique 7
Les services du secteur privé à rémunération élevée ont soutenu le rebond après la pandémie



* Services financiers, professionnels, scientifiques et techniques.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

La réduction du nombre de résidents temporaires touchera plus durement l'Ontario et la Colombie-Britannique

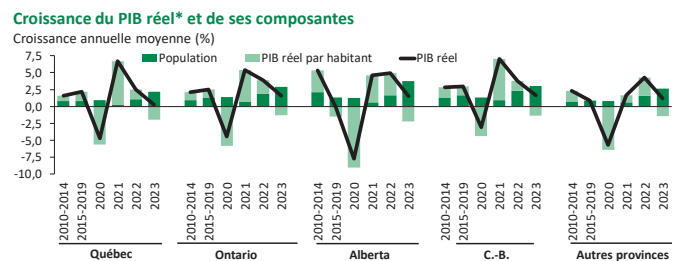
Autre fait majeur depuis nos dernières perspectives provinciales, [Ottawa a annoncé](#) son intention de réduire de 20 % le nombre de résidents non permanents au pays au cours des trois prochaines années. Nous avons déjà [estimé](#) que les répercussions nationales de cette décision seraient considérables, et nous avons tenu compte de leurs effets négatifs sur les projections de croissance du Canada en 2025 et en 2026.

Notre [analyse publiée en octobre dernier](#) suggère que l'Ontario et la Colombie-Britannique seront les provinces les plus vulnérables à une réduction potentielle des résidents non permanents. En effet, [la croissance récente de leur population était fortement liée à cette catégorie démographique](#). De plus, les projections de leur budget 2024 – effectuées avant l'annonce – dépendent fortement des flux de migration internationale. Par contre, la croissance récente et projetée de la population de l'Alberta, mieux équilibrée, laisse croire que son économie est moins sensible à ce risque.

La croissance de la productivité est un défi majeur pour toutes les provinces

À plus long terme, il devient évident que l'« [urgence de productivité](#) » récemment soulevée par la BdC est une crise nationale (peu importe les secteurs d'activité qui pourraient la causer). Dans un contexte où l'accroissement de la population est à son plus haut niveau depuis des décennies, les données préliminaires sur le PIB indiquent que la production par habitant a diminué dans chacune des provinces l'an dernier (graphique 8). Ce résultat alarmant représente l'une des baisses les plus prononcées du niveau de vie de l'histoire canadienne : il n'y a qu'au plus fort de la pandémie que les dix provinces ont toutes subi une baisse. Nous ne voyons pas beaucoup de possibilités d'amélioration à court terme, même si le ralentissement de la croissance démographique exerçait une pression à la hausse sur la production par habitant. La faiblesse généralisée des investissements entraîne une baisse du stock de capital par travailleur, ce qui n'est pas de bon augure pour les gains de

Graphique 8
Le PIB par habitant a reculé au Canada en 2023

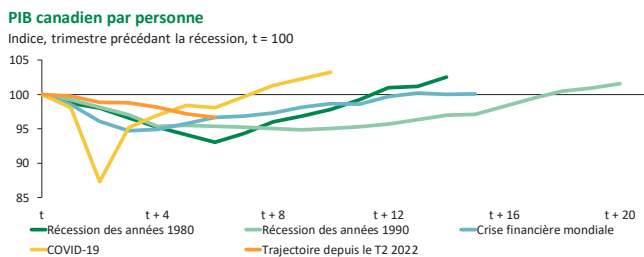


* Les données de 2014 à 2022 sont basées sur le PIB par dépenses, et le PIB de 2023 est basé sur le taux de croissance des chiffres préliminaires du PIB par industrie.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

productivité futurs. Le fait que ni l'[Alberta Energy Regulatory](#) ni le [gouvernement de cette province](#) ne s'attendent à ce que les investissements dans le pétrole et le gaz – ancrage traditionnel des gains de productivité au Canada – regagnent leur sommet de 2014 n'est pas non plus une bonne nouvelle.

Les défis en matière de productivité sont liés à la compétitivité et à la prospérité à long terme du Canada, mais aussi au débat afin de déterminer si l'économie entrera ou non en récession. À ce jour, le Canada n'a pas connu les deux trimestres consécutifs de contraction du PIB réel nécessaires pour parler de récession, et le marché du travail a montré une certaine résilience malgré les hausses passées des taux d'intérêt. Notre scénario de base prévoit maintenant une création nette d'emplois continue, bien que plus lente, et une croissance économique faible, mais tout de même positive. Le PIB par habitant est toutefois la mesure la plus complète de notre niveau de vie, et il est maintenant en déclin depuis six trimestres consécutifs (avec des baisses persistantes au Québec, en Ontario et dans le reste du pays). Une telle série de reculs n'avait jamais été observée auparavant en dehors des ralentissements économiques (graphique 9). Ainsi, même si les taux de croissance que nous projetons pourraient ne pas être assez faibles ou persistants pour que l'on parle de « récession », de nombreux ménages canadiens pourraient avoir l'impression d'en vivre une dans les prochains trimestres.

Graphique 9
Le Canada est déjà en « récession par habitant »



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Sommaire des prévisions provinciales

Nous croyons toujours que **Terre-Neuve-et-Labrador** se situera près du sommet du palmarès provincial de la croissance en 2024, principalement en raison de la reprise de la production pétrolière. Cette industrie est responsable d'une plus grande part du PIB dans cette province que dans toute autre, et le champ pétrolifère extracôtier Terra Nova, après un arrêt de plusieurs années, a repris ses activités depuis la fin de 2023. [Les dépenses liées aux nouveaux projets d'hydrogène éolien devraient stimuler la croissance de façon considérable dès l'année prochaine.](#)

L'**Île-du-Prince-Édouard** devrait aussi être relativement performante, aidée par une croissance solide de sa population – qui ne dépend pas beaucoup des résidents non permanents – et par une autre augmentation des dépenses planifiées en infrastructure. Les données sur les intentions initiales d'investissement en capital laissent également croire que la province enregistrera de forts gains au chapitre de la construction et des dépenses liées à l'immobilier cette année. En effet, les mises en chantier étaient en hausse au début de 2024. Une question qui demeure concerne les effets cumulatifs de la hausse des taux d'intérêt sur l'industrie touristique, centrale pour la province, durant les mois d'été.

La **Nouvelle-Écosse** semble également bien placée pour profiter d'une augmentation phénoménale de sa population, encore une fois non tributaire de la migration temporaire, ainsi que des dépenses en infrastructures. [Nous avons souligné](#) que la croissance démographique de la province dépasse la tendance observée avant la pandémie d'une manière plus marquée que partout ailleurs au Canada. Les intentions d'investissement de la province en 2024 sont également en tête au pays, avec d'importantes avancées attendues grâce aux projets d'investissement du secteur public. Après un bon début d'année, la Nouvelle-Écosse est l'une des rares provinces où la création d'emplois suit en grande partie le taux de croissance de la population.

L'économie du **Nouveau-Brunswick** continue de bénéficier de deux avantages clés. L'un d'eux est sa sensibilité relativement faible aux taux d'intérêt élevés : ses ménages sont les moins endettés au pays. L'autre est sa situation financière, qui laisse une marge de manœuvre pour du soutien économique au besoin. Le Nouveau-Brunswick prévoit maintenir l'équilibre budgétaire dans un avenir rapproché et être au [troisième rang des provinces ayant le plus faible fardeau de la dette nette](#) d'ici le milieu de la décennie. La politique monétaire américaine est un point d'interrogation. Si les taux d'intérêt restent élevés pendant plus longtemps, cela pourrait peser sur la construction résidentielle américaine et, ultimement, sur la demande de bois d'œuvre de la province.

Le [PIB réel](#) du **Québec** a rebondi de 1,9 % en janvier, en grande partie grâce au retour au travail des employés dans les secteurs de l'éducation et de la santé à la suite de la grève à la fin de l'an dernier. Même si l'économie québécoise ne semble plus se contracter, la période de difficultés pourrait se poursuivre jusqu'à ce que la véritable reprise s'amorce, probablement au cours du second semestre de 2024. D'ici là, le marché du travail continuera de se détériorer. Le taux de chômage, qui était de 5,0 % en mars, augmentera à environ 6,0 % au cours des prochains mois. Ce chiffre est nettement supérieur au creux historique de 3,9 % atteint en novembre 2022.

Après avoir mieux performé que l'ensemble de l'économie canadienne pendant une bonne partie de 2023, l'économie de l'**Ontario** a commencé à prendre du retard sur la moyenne nationale vers la fin de l'année dernière, comme on s'y attendait. Les dépenses des ménages ont été faibles dernièrement, malgré une croissance démographique atteignant des sommets depuis plusieurs décennies. Cette tendance devrait selon nous se maintenir, car les effets des hausses de taux se feront sentir davantage cette année. Le déclin prévu de la production d'automobiles en 2024 ajoute à la perspective d'un manque de vigueur des exportations compte tenu du ralentissement anticipé de l'économie américaine. Les baisses éventuelles de taux d'intérêt et le rebond de la production automobile devraient soutenir une plus grande croissance économique l'an prochain, mais la réduction du nombre de résidents non permanents admis pourrait être néfaste.

La croissance au **Manitoba** devrait surpasser la moyenne nationale cette année. L'économie de la province n'est pas aussi vulnérable aux effets des taux d'intérêt élevés que celle de bon nombre de ses pairs. Sa vaste base industrielle, qui inclut des mines, des services financiers et divers secteurs manufacturiers, fait qu'elle n'est pas exposée outre mesure aux fluctuations de l'un ou l'autre de ces secteurs. De même, dans son [budget 2024](#), la province a augmenté les dépenses en infrastructures planifiées d'au moins 10 % par rapport aux prévisions de 2023 pour chaque année du plan financier, ce qui viendra apporter un soutien constant à la croissance économique pour la suite.

Comme la plupart des producteurs de matières premières, la **Saskatchewan** bénéficie de perspectives économiques à court terme plus favorables que la plupart des autres provinces canadiennes. Même si [les projections relatives à la production de pétrole ont été abaissées dans le budget 2024](#), la province devrait tout de même profiter de l'augmentation de la production d'uranium et de la production agricole ainsi que des travaux de construction à la mine de potasse Jansen. Son taux de postes vacants, le plus élevé au pays, suggère un ralentissement plutôt modeste des embauches au cours des prochains mois.

L'**Alberta** continue d'avoir des perspectives de croissance à court terme parmi les meilleures de toutes les provinces. La production de pétrole a été en forte hausse au début de 2024 et devrait continuer de progresser au cours de l'année. La croissance de la population de l'Alberta demeure la plus solide au pays, puisque les jeunes Canadiens et Canadiennes sont nombreux à aller y chercher un logement abordable. Cela a permis au marché immobilier de tourner rondement, malgré les effets de la hausse marquée des taux d'intérêt. La construction terminée du projet de pipeline Trans Mountain est de bon augure tant pour le prix du pétrole de l'Ouest canadien que pour l'accès au marché international.

Le secteur des ménages en **Colombie-Britannique** montre des signes de faiblesse. Tant l'embauche que les ventes au détail sont considérablement en retard sur la croissance de la population, bien que le marché de l'habitation ait connu de meilleurs mois récemment. Cela dit, l'investissement des entreprises devrait recevoir un soutien solide, quoique plus modéré, du projet de LNG Canada qui se poursuit. Malgré les récentes décotes de la province, nous estimons toujours que ses finances publiques sont solides par rapport à celles de la plupart de ses pairs, ce qui laisse entrevoir de [meilleurs résultats potentiels](#).

TABLEAU SOMMAIRE DES PRÉVISIONS

TABLEAU 1

Canada : principaux indicateurs économiques par province

	2020	2021	2022	2023*	2024p	2023p
MOYENNE ANNUELLE EN % (SAUF INDICATION CONTRAIRE)						
Croissance du PIB réel – Canada	-5,0	5,3	3,8	1,1	1,3	1,8
Terre-Neuve-et-Labrador	-4,8	1,0	-1,7	-2,5	2,6	2,7
Île-du-Prince-Édouard	-3,0	8,4	2,9	2,2	2,5	1,5
Nouvelle-Écosse	-4,5	5,9	2,9	1,3	1,7	1,2
Nouveau-Brunswick	-3,6	5,3	1,1	1,3	1,5	1,1
Québec	-4,7	6,7	2,5	0,0	0,7	1,5
Ontario	-4,5	5,4	3,9	1,2	0,9	1,8
Manitoba	-4,1	1,3	3,3	1,3	1,4	1,5
Saskatchewan	-4,3	-0,7	6,0	1,6	2,3	1,9
Alberta	-7,8	4,6	5,0	1,5	2,5	2,3
Colombie-Britannique	-3,1	7,1	3,8	1,6	0,9	1,9
Croissance du PIB nominal – Canada	-4,0	13,4	11,8	2,7	4,2	3,1
Terre-Neuve-et-Labrador	-10,2	18,5	6,8	-4,9	6,7	2,9
Île-du-Prince-Édouard	0,3	14,9	9,3	3,2	4,3	3,5
Nouvelle-Écosse	-1,4	10,0	7,1	2,1	3,6	3,2
Nouveau-Brunswick	-1,8	10,9	7,4	1,9	3,4	3,1
Québec	-1,8	11,6	8,4	3,7	3,6	3,4
Ontario	-2,1	9,8	9,2	4,4	3,6	3,8
Manitoba	-2,2	9,2	8,6	2,1	3,4	2,6
Saskatchewan	-8,0	13,9	29,2	-0,5	5,9	1,4
Alberta	-14,4	24,9	22,0	-0,6	6,8	1,8
Colombie-Britannique	-0,5	15,8	11,0	2,6	3,2	3,4
Taux d'inflation global – Canada	0,7	3,4	6,8	3,9	2,5	2,4
Terre-Neuve-et-Labrador	0,2	3,7	6,4	3,3	2,2	2,2
Île-du-Prince-Édouard	0,0	5,1	8,9	2,9	1,8	1,7
Nouvelle-Écosse	0,3	4,1	7,5	4,0	2,7	2,6
Nouveau-Brunswick	0,2	3,8	7,3	3,5	2,1	2,0
Québec	0,8	3,8	6,7	4,5	2,7	2,3
Ontario	0,6	3,5	6,8	3,8	2,3	2,2
Manitoba	0,5	3,2	7,9	3,6	0,8	2,1
Saskatchewan	0,6	2,6	6,6	3,9	1,5	2,1
Alberta	1,1	3,2	6,5	3,3	3,3	2,8
Colombie-Britannique	0,8	2,8	6,9	4,0	2,5	2,4
Croissance de l'emploi – Canada	-5,6	5,0	4,0	2,4	1,5	1,8
Terre-Neuve-et-Labrador	-6,4	3,6	4,3	1,7	4,0	2,0
Île-du-Prince-Édouard	-3,5	4,2	5,3	5,7	3,8	1,4
Nouvelle-Écosse	-4,6	5,6	3,6	2,7	4,5	1,3
Nouveau-Brunswick	-3,0	3,2	2,7	3,4	1,8	1,2
Québec	-5,4	4,3	3,1	2,3	0,6	1,9
Ontario	-5,4	5,2	4,6	2,4	0,8	1,6
Manitoba	-4,3	3,7	3,2	2,5	2,0	1,8
Saskatchewan	-5,0	2,6	3,5	1,8	1,9	2,1
Alberta	-7,0	5,5	5,2	3,6	3,2	2,3
Colombie-Britannique	-6,2	6,2	3,1	1,6	2,1	1,6
Taux de chômage – Canada	9,7	7,5	5,3	5,4	6,3	6,2
Terre-Neuve-et-Labrador	14,5	13,1	11,2	9,9	10,5	9,1
Île-du-Prince-Édouard	10,7	9,9	7,5	7,4	7,2	7,6
Nouvelle-Écosse	9,9	8,6	6,6	6,4	6,6	6,8
Nouveau-Brunswick	10,3	9,1	7,2	6,6	7,5	7,8
Québec	8,9	6,1	4,3	4,4	5,5	5,7
Ontario	9,8	8,1	5,6	5,7	6,9	6,8
Manitoba	8,2	6,4	4,5	4,8	4,6	4,5
Saskatchewan	8,3	6,5	4,7	4,8	5,3	5,1
Alberta	11,4	8,5	5,8	5,9	6,5	6,2
Colombie-Britannique	9,1	6,5	4,6	5,2	5,9	5,8

p : prévisions

* D'après les estimations préliminaires du PIB par industrie aux prix de base, sauf que pour le Québec et l'Ontario.

Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Ministère des Finances de l'Ontario et

Desjardins, Études économiques